

UNE GREVE SANS PUBLICITE

Pendant un mois, les traminois lillois ont fait grève pour la satisfaction de deux revendications : la réduction du temps de travail sans perte de salaire et la garantie de l'emploi. On voit l'importance de ces deux revendications dans la période actuelle. Mais la presse de « gauche » n'a pas fait de bruit : un petit entrefilet par-ci par-là pour indiquer que les traminois continuaient leur lutte ou que les mineurs ont versé 20.000 F à la caisse de grève. Mais aucune propagande sérieuse pour montrer l'exemple que constituait cette grève et établir le lien avec, par exemple, les revendications et luttes des conducteurs de la RATP.

Et il a fallu tout un mois de grève pour obtenir 1 h 1/2 de réduction du temps de travail par semaine ; un mois de lutte pour obtenir la sécurité de l'emploi pour les traminois devenus inaptes à la conduite des véhicules. Sur ce point, il a fallu faire un compromis : les chauffeurs bénéficiant de la garantie de l'emploi doivent avoir 45 ans d'âge et 20 ans de conduite.

Notons que la grève, si l'on en juge par

les trop rares compte rendus publiés, a eu un caractère démocratique : les grévistes ont eu à voter la continuation puis l'arrêt de la grève. Cette pratique encore rare devrait donner lieu à une généralisation. Mais n'est-ce pas la crainte de cette généralisation qui expliquerait la conspiration du silence faite autour de ce mouvement ?

Rappelons qu'une fois de plus, le patronat et les élus ont fait appel au contingent pour remplacer les travailleurs en grève. De jeunes soldats (demain des grévistes) ont eu à jouer le rôle de « jaunes ». Jadis les communistes n'hésitaient pas à faire de l'agitation parmi les appelés. La grève des traminois lillois et celles des travailleurs de la R.A.T.P. nous rappellent qu'il faut prendre la relève dans ce domaine également : il s'agit d'expliquer aux jeunes soldats qu'ils sont des travailleurs en uniforme et que leurs officiers, en accord avec les patrons leur font tenir le rôle de briseurs de grève. La solidarité de classe doit exister, qu'on soit en bleu de travail ou en vêtement kaki.

DES ROBOTS POUR LE

Dans un numéro antérieur de ce journal, analysant la structure générale de la réforme gaulliste de l'Enseignement, nous avions souligné son caractère globalement réactionnaire. La récente loi-programme sur la Formation professionnelle qui, dès son exposé des motifs, s'inscrit dans les perspectives de la réforme de l'Enseignement, confirme et illustre — sur ce plan

concret — l'orientation de classe de cette législation.

Dans le jargon des technocrates rédacteurs du projet, la loi sur la Formation professionnelle prétend viser à trois objectifs : coordonner, accélérer, compléter. Il est bon d'éclaircir ce vocable à la lumière des réalités sociales.

« COORDONNER »

Que la formation professionnelle ait besoin d'être coordonnée, nul ne le conteste (on sait l'anarchie qui règne, actuellement, en cette matière, du fait de son

déchirement entre plusieurs ministères). Mais l'exposé des motifs révèle, tout de suite, l'orientation très marquée de cette coordination, en précisant qu'« il im-

ASSASSINS !

Au Pays de Galles, un terril s'est effondré, écrasant sous des milliers de tonnes de poussier une ferme, une école et une rangée de huit maisons. Résultat : 155 morts dont la majorité sont des enfants.

Qu'est-ce qu'un terril ? C'est l'énorme tas de poussier qui s'élève à côté du puits de mine. C'est cette saleté invendable pour laquelle les patrons de mines n'engagent pas les frais nécessaires à l'évacuation. Ce qui n'est pas mon-

nayable ne doit rien coûter, n'est-ce pas ? Alors, on le laisse là, à côté du puits de mine ; mais à côté du puits, il y a le coron et ses habitants. Et il arrive qu'à force d'entasser du poussier, un jour tout s'effondre et ce sont les 155 morts d'Aberfan ; morts parce qu'un sou est un sou et un penny, un penny.

Vous ne perdez rien pour attendre, assassins de tous les pays qui élevez des crassiers, symboles de votre cupidité ; vous paierez tôt ou tard l'ardoise.

Ce qu'ils appellent "détente"

QUOTIDIENNEMENT, la presse signale de nouveaux licenciements, de nouvelles réductions d'horaires ou des réorganisations d'usines. Ces faits vont de pair avec les concentrations d'entreprises et la décentralisation géographique, mouvements qui ne se situent certes pas sur le même plan, mais qui n'en ont pas moins pour

effet de modifier sensiblement le marché du travail. Celui-ci s'est dégradé depuis deux ans, au détriment des salariés, évidemment. Dans cette étude, nous essaierons de montrer ce fait à partir de diverses données, et de dégager les tendances d'évolution du marché de l'emploi.

LA VÉRITÉ DES CHIFFRES

Commençons par les statistiques officielles qui nous permettent de voir ce qu'a été la situation de l'emploi depuis dix ans ; c'est ce que nous donnons dans le tableau ci-dessous :

années	Offres d'emploi non satisfaites	demandes d'emploi non satisfaites	chômeurs secourus
1957	50.600	80.300	18.300
1958	29.200	93.100	18.700
1959	17.700	139.700	36.200
1960	24.800	131.100	34.800
1961	37.100	112.000	27.900
1962	54.900	100.800	21.500
1963	55.000	96.800	20.400
1964	45.400	97.000	20.100
1965	29.300	141.200	31.100
1966			
janvier	33.000	159.500	35.208
février	27.334	171.283	38.058
mars	34.856	167.329	39.400
avril	—	155.600	38.900
mai	36.200	145.500	37.500
juin	36.800	134.100	35.800
juillet	—	122.700	33.900
août	42.866	121.131	32.183
septembre	41.000	152.700	32.044
octobre	39.300	156.000	32.979

Le chômage a manifestement augmenté ; mais le tableau qui précède ne donne qu'une indication. En effet, les ASSEDIC (caisses de chômage à gestion paritaire) fournissent des données bien différentes sur le nombre des chômeurs secourus : 51.403 en janvier 1966, 54.825 en février, 56.133 en mars et 53.330 en avril. De plus, le tableau qui précède est établi à partir des chiffres fournis par les bureaux de main-d'œuvre que les salariés appellent d'ailleurs des bureaux de chômage. On pourrait se demander ce qu'est un salarié qui fait une demande d'emploi et dont la demande n'est pas satisfaite ? Dans un bureau de chômage, c'est un chômeur, et si l'Etat n'apporte secours qu'à 35.000 chômeurs environ, il en déclare en fait de 120 à 170.000, mais sous l'appellation « demandeurs d'emplois non satisfaits ».

Pour en finir avec la « vérité des chiffres » rappelons que les planificateurs, lorsqu'ils ont besoin de données relativement correctes sur l'emploi, multiplient le nombre des demandes non satisfaites par un coefficient « indicateur d'alerte » de 1,8 : ce qui nous amène, dans ce cas, à constater l'existence de 270.000 chômeurs chaque mois depuis octobre 1965. C'est ce dernier chiffre qui a été retenu par les planificateurs pour leurs prévisions sur 1970 (fin du V^e plan).

On nous objectera que cette situation n'est pas catastrophique, qu'elle ressemble un peu à celle de 1959-60 et qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer. Cela serait juste si l'on s'en tenait à la seule lecture des statistiques sur l'em-

ploi. Mais cela est faux si l'on remarque que la dégradation du marché de l'emploi coïncide avec un ralentissement sensible de l'expansion économique, observé non seulement en France, mais aussi et à divers degrés en Angleterre et en Allemagne fédérale.

EN PROVINCE

La situation en province est moins bien connue, mais le peu de données dont nous disposons montrent que le marché du travail n'y est pas plus favorable aux salariés que dans les grands centres urbains. Les lenteurs de la décentralisation, la rapidité des concentrations font que la durée d'une période de chômage peut être beaucoup plus longue qu'à Paris par exemple. De plus, l'industrie moderne exige une main-d'œuvre très qualifiée que ne fournissent pas facilement des régions où les centres de formation professionnelle sont rares. Voici donc quelques données sur la situation de l'emploi en province.

Nord — Récemment, Five-Lille-Cail après acquisition de l'usine Bréguet à Douai fermait cette usine et mettait 345 travailleurs sur le pavé : c'est la suite « ordinaire » d'une concentration. Mais ce n'est pas une petite affaire dans un département où le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté de 55 % entre les mois d'octobre 1964 et 1965 ; où le nombre des chômeurs secourus a augmenté de plus de 120 % entre les mois de novembre 1964 et 1965. Indiquons que l'essentiel des demandes d'emploi viennent des ouvriers (manœuvres et OS) licenciés par les usines du textile (source : L'Usine nouvelle n° 43, 28.10.65) ; ont fait 32 heures par semaine (avec perte de salaire) dans le centre de Roubaix-Tourcoing. La sidérurgie n'offre pas plus d'espoir, puisque Five-Lille-Cail licencie et qu'Usinor réduit les horaires. Quant aux Houillères elles procèdent à la fermeture de puits de mine. Conséquence : il y a environ 15.000 jeunes sans emploi dans ce département (source : Le Peuple n° 752, juin 1966). Cette situation permet de comprendre pourquoi des ouvriers (jeunes et vieux) acceptent, pour garder un emploi, de se lever à 4 heures du matin et de ne retrouver le repos que le soir vers 21 heures.

Pas-de-Calais — En novembre 1965, le Comité d'études sociales de ce département faisait connaître l'existence de 1.700 chômeurs totaux secourus (nous ne reviendrons pas sur la « vérité » des chiffres). De 1962 à 1964, 18.593 emplois furent créés dans ce département. Dans le même temps, les Houillères en supprimaient 7.000. L'accroissement démographique et la diminution importante des emplois dans les mines et l'agriculture entraînent une augmentation de la main-d'œuvre inemployée (une détente du marché du travail diront nos gouvernants) et l'émigration de 13.000 personnes chaque jour vers le centre de Roubaix-Tourcoing (Usine nouvelle n° 47, 25.11.66).

Bas-Rhin — Une étude récente faite sur ce département nous apprend que la situation de l'emploi s'y est suffisamment retournée pour que l'immigration allemande (2.300 salariés par jour en février 1958) se soit arrêtée et que l'on assiste à partir de février 1965 à l'émigration de 5.000 travailleurs français vers le Palatinat et le Bade Wurtemberg en Allemagne fédérale. Cette émigration est due à plusieurs faits : d'abord au manque d'emplois et à la difficulté à se rendre dans un centre industriel. La revue Constellation de septembre 1966, dans un article consacré aux travailleurs de cette région, rapporte qu'un salarié de Lauterbourg (20 km de Karlsruhe et 56 km de Strasbourg) doit prendre un train à 4 h 43 le matin pour pointer à 7 heures dans l'usine de Strasbourg. Il faut ajouter que l'émigration se trouve encouragée par les écarts de salaires entre la France (et ses abattements de zone) et l'Allemagne : Pour la sidérurgie, les salaires payés dans l'est de la France sont inférieurs de 34 % à ceux payés dans le Bade Wurtemberg, et cet écart passe à 45 % pour l'industrie du textile. Pour ces raisons, il y a, pour toute la plaine du Rhin, 23.000 salariés qui se rendent quotidiennement en Allemagne et à Bâle. On devine ce qu'il adviendra de ces travailleurs si la situation économique s'aggrave en France et en Allemagne.

Bouches-du-Rhône — Rappelons, pour ce département, quelques-uns des chiffres publiés par l'Humanité des 28 septembre et 1^{er} octobre 1966 : en un an, le nombre des chômeurs secourus a augmenté de 24 % (bureaux de chômage), et de 56 % (ASSEDIC). 3.000 emplois de navigateurs ont été supprimés en quelques années, et les peintres du bord, qui étaient 2.500 en 1963 ne sont plus que 500. On note une régression de 30 % des emplois dans le bâtiment, et de 10 % dans la métallurgie.

Loire-Atlantique — La diminution des activités des chantiers de construction navale a entraîné la fermeture de plusieurs usines de sous-traitance, de peinture, de métallurgie, etc. Pour cette région, le nombre des journées chômées a pratiquement doublé de la fin de 1964 à la fin de 1965.

Grenoble, lieu de colloque et de campagne électorale des technocrates, est aussi le fief de la société Neyrpic. En mai dernier, Glasser, P.D.G. de cette société, informait qu'en raison des « conséquences durables et fâcheuses » (sic) du plan de stabilisation, la société réorganiserait son activité et devrait procéder à une réduction de 10 % de ses effectifs employés ; cela s'est vérifié dès le mois de septembre.

Nous n'insisterons pas sur l'interminable suite des licenciements de cette année : Forges d'Hennébont, Hauts Fourneaux de Chasse, construction navale de la Seyne et des chantiers du Trait, mines de fer de Sidélor, etc. Nous ne connaissons pas encore les effets exacts de la suppression des lignes secondaires du réseau ferroviaire. Ajoutons encore qu'il y a régression du nombre des emplois en Bretagne (-7,6 %), en Normandie (-4,3 %), dans les pays de la Loire (-6,1 %), en Aquitaine (-6,7 %) et dans le Limousin (-12,4 %), (Le Peuple n° 753) ; précisons que la situation de l'emploi se trouve déterminée non seulement par les fermetures d'usines, les concentrations et la décentralisation, mais aussi par la réduction importante de la population active agricole qui est passée de 5,175 millions en 1954 à 3,878 millions en 1962. Ce mouvement des campagnes vers les centres industriels devrait, semble-t-il, se poursuivre : Le V^e plan prévoit que la population active dans l'agriculture devrait tomber à 2,931 millions en 1970.

(à suivre)

A. VAILLON.